



Dossier d'Information à remplir et à renvoyer par fax ou par courrier

11, rue de Châteaudun - 75009 Paris - Tél. : 01 45 26 78 24 - Fax : 01 45 26 78 34

PROPOSITION D'ASSURANCE "risques politiques"

FORMULAIRE DE DEMANDE

Veillez cocher le cas approprié :

- A. Assurance confiscation, expropriation, nationalisation pour des investissements permanents
- B. Assurance confiscation, expropriation, nationalisation insurance pour des équipements mobiles situés à l'étranger
- C. Assurance inconvertibilité de devise.

Si les réponses à l'une des questions suivantes nécessite plus d'espace qu'il en est prévu, des annexes fournissant des renseignements particuliers sont acceptées, en particulier dans le cas où plusieurs pays "hôte" sont impliqués.

1. DEMANDEUR

Nom : _____

Adresse postale : _____

Nationalité : _____

Date et lieu où le demandeur s'est établi : _____

Activité de demandeur : _____

2. Cette section est à compléter si l'Assurance recherchée est pour un INVESTISSEMENT PERMANENT

I . ENTREPRISE ETRANGERE DANS LAQUELLE L'INVESTISSEMENT EST REALISE

Nom : _____

Adresse postale : _____

Lieu des installations : _____

Décrire l'activité de l'entreprise étrangère : _____

Est ce une entreprise nouvelle ou existante ? : _____

Année de démarrage : _____

Année durant laquelle l'actionnaire s'est impliqué dans l'entreprise : _____

II. PROPRIETE DE L'ENTREPRISE ETRANGERE

Décrire la propriété de l'entreprise étrangère et noter tout participant en actions contrôle par le gouvernement ou ses agences :

PARTICIPANT	NATIONALITE	% PARTICIPATION
--------------------	--------------------	------------------------

Décrire toute disposition ou plan existant pour la "divestiture" (le transfert ?) future de la propriété à des intérêts locaux :

Liste des prêteurs étrangers ou "multilatéraux" de l'entreprise étrangère :

PRETEUR	NATIONALITE
----------------	--------------------

III. INVESTISSEMENT A ASSURER

a. investissement exposé

Contribution en actions de l'investisseur à l'entreprise étrangère : _____

Part de l'investisseur en bénéfices non distribués : _____

Prêts de l'investisseur à l'entreprise étrangère (y compris les intérêts courus mais non payés) : _____

"Investor's guarantees of non-local obligations of foreign entreprise" : _____

"Payable due investor (average)" : _____

Créances sur l'investisseur (moyenne) : _____

Total de l'investissement exposé : _____

b. limite de responsabilité souhaitée :

(note : la limite de responsabilité choisie par un investisseur sur une année peut être inférieure mais pas plus importante que l'investissement exposé)

c. Nature de l'investissement

- . Forme de la contribution en actions de l'investisseur (cash, équipement, technologie, autres)
- . Forme et termes de la contribution aux créances de l'investisseur (notes, lettre de crédit, échéances etc)
- . Noms des tiers garantis.

IV. ACTIVITES DE L'ENTREPRISE ETRANGER DANS LE PAYS "HOTE"

Veillez répondre aux questions suivantes concernant les activités de l'entreprise étrangère dans le pays "hôte". Si c'est une nouvelle entreprise, les estimations devraient être faites selon le niveau des activités après une période de démarrage raisonnable :

a. Décomposition des actifs de l'entreprise étrangère :

(Cette information est utilisée à des fins de souscription et non pour déterminer les limites de responsabilité)

Cash/Fonds : _____

Créances : _____

Stocks : _____

Equipements et appareils mobiles : _____

Appareils et machines fixes : _____

Bâtiments/"Leashold improvements" : _____

Terrain : _____

Autres actifs : _____

TOTAL DES ACTIFS : _____

b. Quelle est la base comptable utilisée pour déterminer la valeur des actifs (ex livre, remplacement, etc) ?

Base de dépréciation des actifs :

c. Impact des échanges avec l'étranger de l'entreprise étrangère :

S'il s'agit d'une nouvelle entreprise, les estimations devraient être faites selon le niveau des activités après une période de démarrage.

Total des exportations en % des revenus annuels : _____ %

Exportations à l'investisseur en % des revenus annuels : _____ %

Total des importations en % des revenus annuels : _____ %

Importations de l'investisseur en % des revenus annuels : _____ %

d. Comment l'entreprise étrangère dépend-elle des apports de technologie de l'investisseur ?

e. Main d'œuvre et management de l'entreprise étrangère :

- . Est-ce que l'investisseur contrôle le management de l'entreprise étrangère ?
- . Nombre de personnes de la nationalité du pays qui ont des positions de management :
- . Nombre d'employés de nationalité du pays :
- . Nombre d'employés étrangers et nationalité :
- . Est-ce que la main d'œuvre est syndiquée ?

f. Entreprise étrangère - Accords du gouvernement "hôte" :

- . Est-ce que tous les documents nécessaires pour les activités légales dans le pays "hôte" ont été obtenus et sont-ils en cours de validité ?
- . Est-ce que des accords spéciaux ont été négociés entre l'investisseur et le pays "hôte", au-delà de ceux normalement permis aux investisseurs étrangers selon le code d'investissement du pays "hôte" (ex. "excessive tax holidays", accords de monopole, subventions, tarif spécial ou concessions de quota etc) ?

Si oui, veuillez les décrire :

g. Décrivez tous les effets dans le pays "hôte" par l'entreprise étrangère que vous considérez comme valant la peine d'être notifiés (ex impact sur les fournisseurs locaux, l'emploi local, création d'une activité économique en aval, programmes de formation, développement de services sociaux, etc) :

h. Est-ce que l'investisseur a des activités dans le pays "hôtes" autres que l'objet de cette demande?

Si oui, décrivez-les brièvement :

Cette section est à compléter si l'Assurance recherchée est pour des EQUIPEMENTS MOBILES SITUES A L'ETRANGER

4. Cette section est à compléter si l'Assurance recherchée est pour l'INCONVERTIBILITE DE LA DEVISE qui ne peut être souscrite qu'en complément de la couverture demandée en section A et B

I. Est-ce que le demandeur a déjà eu dans le passé des difficultés d'inconvertibilité de devise concernant l'une de ses activités ou investissement dans le pays "hôte" ?

Si oui, veuillez spécifier :

II. Est-ce que tous les enregistrements ont été dûment faits et tous les accords et approbations nécessaires pour permettre au demandeur de transférer la devise locale en devise de la police ont été obtenus du gouvernement "hôte" ?

Est-ce que ces enregistrements, accords et approbations sont toujours valables ?

III. Est-ce que le demandeur a une assurance inconvertibilité de la devise en ce qui concerne la devise locale dans le pays "hôte" ?

Si oui, veuillez spécifier le nom de l'assureur et la nature et le montant de la couverture :

IV. Comment les fonds "scheduled" seront générés. Cette assurance inconvertibilité de la devise est demandée pour couvrir les fonds "scheduled" provenant de :

Valeurs en action de l'entreprise étrangère : _____

"Debt obligations" de l'entreprise étrangère : _____

Accord d'assistance technique : _____

Accord de management : _____

Autre : _____

Veuillez joindre des copies des accords concernés et de "repayment schedules".

V. Montant de couverture

Le demandeur devrait déterminer la valeur maximum en devise de la police des fonds "scheduled" qui devront être rapatriés durant la période de garantie de la police.

a. Désignation de la devise de la police (dollars US, francs français, etc)

- b. Montant du rapatriement prévu en devise de la police : _____
. Investissement en actions : _____
. Dividendes/bénéfices : _____
. Principal : _____
. Intérêts : _____
. Frais d'assistance technique : _____
. Frais de management : _____
. Autres frais/paiement : _____

c. Montant total de la couverture souhaitée : _____
(càd montant total de devise de la police à remettre au cours de l'année de la police, valeur de l'investissement en actions à inclure seulement si l'investissement est à vendre durant l'année de la police).

VII. Activités de l'entreprise étrangère dans le pays "hôte" :

- a. Les revenus annuels (exprimés en dollars US) de l'entreprise locale sont ou sont estimés à (veuillez cocher une ligne) :
- . moins de 10 millions \$:
 - . entre 10 à 50 millions \$:
 - . plus de 50 millions \$:
- b. Est-ce que le demandeur a d'autres activités ou investissements ou prêts impayés ou contrats avec des entités du pays "hôte" à côté de cette entreprise étrangère ?
- c. Si oui, décrivez-les brièvement : _____

VIII. Généralités

Est-ce que le demandeur était prêt à ce jour à constituer un dossier de demande auprès de l'agence gouvernementale appropriée pour le transfert des fonds "sheduled" de devise locale en devise de la police ; combien de temps cela prendrait-il pour qu'un tel transfert soit fait ?

- Jusqu'à 1 mois
- Jusqu'à 2 mois
- Jusqu'à 3 mois
- Jusqu'à mois

Quelles dispositions spéciales, s'il y en a, ont été prises entre le gouvernement "hôte" et le demandeur, ou l'entreprise étrangère, pour le transfert de la devise locale ou devise de la police ? Est-ce que ces transferts sont soumis à des limitations en plus des réglementations existantes sur les devises ? Si oui, veuillez les décrire.

5. Les questions suivantes doivent être complétées et se rapportent à TOUTES LES SECTIONS

Est-ce que l'investisseur a connaissance de tout fait qui pourrait donner naissance à une réclamation au titre de la police ? Il est convenu que si une telle consistance ou information existe, toute réclamation en résultant est exclue de cette police proposée :

Est-ce qu'il y a des aspects uniques ou inhabituels dans l'objet de cette application ?

Si oui, veuillez donner des détails : _____

Est-ce que le demandeur, ses partenaires, joint-venture, affiliée ou filiales ont déjà subi une perte résultant d'actes de gouvernements étrangers ?

Si oui, veuillez donner des détails : _____

Est-ce que le demandeur est conscient de toute législation, législation en attente, discussions, conflits, négociations ou litiges avec le gouvernement "hôte" concernant la pollution et les autres aspects d'environnement relatifs à l'entreprise étrangère ?

Si oui, veuillez expliquer : _____

Est-ce que le demandeur a déjà souscrit une assurance tous risques politiques ? Oui / Non

Merci de joindre le rapport annuel le plus récent du demandeur et de l'entreprise étrangère. Toute autre documentation relative au demandeur ou à l'entreprise étrangère que vous pouvez vouloir nous fournir est bienvenue.

Le signataire autorisé du demandeur déclare qu'à sa connaissance, les déclarations faites dans cette demande sont vraies et qu'aucune information matérielle n'a été dissimulée.

Le soussigné accepte que l'existence de toute police qui peut être émise ne sera pas divulguée au gouvernement "hôte". Toutes les informations de cette demande seront traitées de façon confidentielle par la compagnie.

La signature de cette demande n'oblige pas le soussigné à contracter l'assurance, mais il est convenu que cette demande formera la base de l'assurance en cas d'émission d'une police et sera jointe pour faire partie de la police.

Signature :